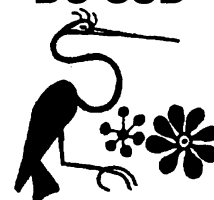


**AMÉRIQUE
DU SUD**



D 2236 • AmS6
16-31 juillet 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

*Dictature
Militaires
Disparus
Enfants
Guerre sale
Justice*

L'ACTION CONCERTÉE ENTRE LES DICTATURES D'ARGENTINE ET D'URUGUAY

L'article ci-dessous est dû à Daniel Gatti, IPS, 27 juin 1998, Montevideo (voir l'introduction de DIAL D 2235).

La détention de l'ancien dictateur argentin Jorge Videla a réouvert la question de la violation des droits de l'homme, non seulement dans ce pays mais aussi en Uruguay, avec la diffusion de nouvelles preuves d'une coopération entre les dictatures du Cône sud en Amérique dans les années 70.

Les documents, diffusés tant à Buenos Aires qu'à Montevideo par divers organes de presse, ont été remis au juge espagnol Baltasar Garzón qui enquête sur la disparition des citoyens espagnols en Argentine.

Videla a été emprisonné par ordre du juge la semaine passée pour sa responsabilité dans la séquestration de quatre enfants, délit qui n'est pas inclus dans les lois qui interdisent en Argentine de punir les militaires responsables d'atrocités pendant la dernière dictature (1976-1983).

Deux des quatre enfants séquestrés pour lesquels le juge Roberto Marquovich a ordonné l'arrestation de Videla sont enfants de parents uruguayens qui figurent sur la liste comprenant plus de 140 citoyens de ce pays disparus en Argentine. Égale-

ment, suite à l'arrestation de Videla, le commandant en chef de l'armée argentine, le général Martín Balza a reconnu qu'à l'époque de la "sale guerre" les forces armées ont donné des "instructions" pour assassiner les femmes enlevées qui étaient enceintes après qu'elles aient donné naissance à leurs enfants et pour que ceux-ci soient confiés à des militaires.

Les documents diffusés grâce à la nouvelle confession publique de Balza, qui avait déjà fait l'autocritique de son corps armé pour son action de répression de l'opposition sous la dictature, compromettent cinq officiers des forces armées uruguayennes et un policier.

Ces militaires étaient déjà identifiés, grâce à de nombreux témoignages d'Uruguayens séquestrés pendant quelque temps à Buenos Aires, comme responsables de la détention et de la disparition de citoyens uruguayens exilés en Argentine. La justice argentine a émis ces dernières années des demandes d'extradition contre certains d'entre eux mais les gouvernements démocratiques successifs qui ont fait suite à la chute de la dictature en

Uruguay, tous de tendance conservatrice, ont refusé de leur donner suite pour différentes questions de forme. Parmi les excuses avancées, on indiquait qu'il manquait des preuves dignes de foi montrant une participation effective des militaires uruguayens dans la répression en dehors des frontières. Pour cela, on prenait uniquement appui sur les déclarations des accusés eux-mêmes qui niaient la véracité des dénonciations.

Le parlement uruguayen a fait une déclaration dans le même sens en 1985.

Cependant, des documents obtenus à Buenos Aires par l'hebdomadaire uruguayen *Brecha* publié ce vendredi [26 juin] démontrent que l'armée argentine a remis aux responsables de l'Organisme de coordination des opérations antisubversives d'Uruguay (OCHOA) au moins deux citoyens de ce pays.

Jorge Zaffaroni et María Emilia Islas de Zaffaroni, les jeunes uruguayens en question, ont été séquestrés le 27 septembre 1976 à Buenos Aires et ont été remis à la OCHOA un jour après.

Le document officiel du bataillon 601

de l'armée argentine, qui officialise cette opération, souligne le degré de dangerosité des inculpés et donne le détail des corps répressifs qui sont intervenus dans l'opération, ainsi que quelques autres données.

En même temps que le couple Zaffaroni-Islas, leur petit enfant Mariana, âgée de 17 mois, a été séquestrée et a été cédée ultérieurement à un militaire argentin et à son épouse, eux-mêmes compromis dans la "disparition" des jeunes uruguayens.

Les "parents adoptifs" de Mariana Zaffaroni Islas ont été arrêtés de nombreuses années plus tard par ordre du juge Marquevich, lorsqu'il a été prouvé, conformément aux dénonciations, qu'une petite fille qui figurait sous l'identité fabriquée de Daniela Furci, était en réalité la fille de Jorge et María Emilia.

Parmi les preuves données ce vendredi par *Brecha*, d'une action répressive concertée entre les armées argentine et uruguayenne dans les années 70, on trouve également le témoignage du capitaine argentin Andrés Francisco Valdez.

Cet officier, dont les déclarations

faites en 1984 devant la Commission nationale sur la disparition des personnes (CANOPE) d'Argentine n'avaient jamais été révélées, indique qu'au cours des années 1976 et 1977 "il était habituel que des chefs opérationnels viennent des pays limitrophes (à Buenos Aires)".

Valdez a reconnu le lieutenant-colonel uruguayen Alfredo Bretón, qu'il a identifié comme "le chef du service de renseignements concernant les opérations Uruguay-Argentine, avec son siège en Uruguay", dans les services de renseignements de Montevideo et qu'il agissait au centre clandestin de Buenos Aires connu sous le nom de "Voitures Orletti". Lorsque les photographies de disparus d'Uruguayens à Buenos Aires lui ont été présentées, le capitaine a reconnu Geraldo Gatti, dirigeant politique et syndical arrêté le 9 juin 1976. Il est également reconnu qu'un des motifs de la séquestration de Gatti était l'extorsion de fonds.

Valdez corroborait ainsi les témoignages donnés par les survivants uruguayens des centres clandestins argentins selon lesquels les personnes qui avaient séquestré Gatti avaient demandé au Parti pour la victoire du peuple

dont le disparu était secrétaire général, un million de dollars en échange de sa liberté. Les autres noms de militaires uruguayens compromis dans le document diffusé cette semaine sont José Gavazzo, Hugo Compos Hermida, Manuel Cordero, Emir Martínez, Guillermo Ramírez et Jorge Silveira, ce dernier étant le conseiller actuel du commandant en chef de l'armée de son pays, le général Fernán Amado. Par ailleurs les documents publiés par *Brecha* compromettent l'ancien chancelier de la dictature uruguayenne Juan Carlos Blanco, devenu ensuite sénateur sous l'étiquette du parti qui gouverne aujourd'hui, le Parti Colorado.

Blanco est considéré comme responsable d'avoir fait suivre à Buenos Aires l'ancien parlementaire de son pays Zelmar Michelini, assassiné en même temps que le président de la chambre des députés d'Uruguay Héctor Guitiérrez Ruiz et deux autres personnes le 20 mai 1976 en Argentine.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.